

LES 337 MILLARDS CACHÉS

Le vrai budget de la défense US



Plus personne ne contrôle le budget militaire des États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Non seulement le Pentagone mène des programmes pharaoniques pour construire à n'importe quel prix des armes à l'utilité douteuse, mais les guerres font exploser les prévisions financières. Sacrifiant tout à la protection face à la « menace terroriste », l'administration Bush ponctionne les budgets civils et militarise tous les secteurs de la société. Plus personne ne semble pouvoir arrêter un phénomène qui, pourtant, ne pourra pas continuer encore bien longtemps. Le budget annoncé pour l'année 2005 est de 420 milliards de dollars. Il atteindra en réalité au minimum 757 milliards.

page 2

La « guerre au terrorisme » est-elle terminée ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Timothy Garton Ash

assure que la « guerre au terrorisme » est finie. Il n'y aura plus d'autres opérations militaires et la lutte contre le terrorisme se poursuivra par des moyens pacifiques, ceux de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Ce point de vue n'est qu'un habillage de vieux projets puisque la guerre au terrorisme devait renverser des régimes sans inclure l'invasion de l'Irak, et les méthodes de la NED ne sont en définitive que les méthodes classiques du coup d'État.

page 5

L'INTÉGRALITÉ DU LIVRE

Rwanda : un génocide sur la conscience



Il y a tout juste dix ans, le monde assistait au génocide d'un million de personnes au Rwanda. Alors dirigée par François Mitterrand, la France s'était compromise avec le régime qui avait planifié les massacres. Nous publions

l'intégralité du livre de Michel Sitbon, *Un génocide sur la conscience*, qui analysait en 1998 cette politique française et ses motivations. La publication de cet ouvrage est le premier volet d'un dossier que nous constituons sur les complicités internationales dans le génocide du Rwanda.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net



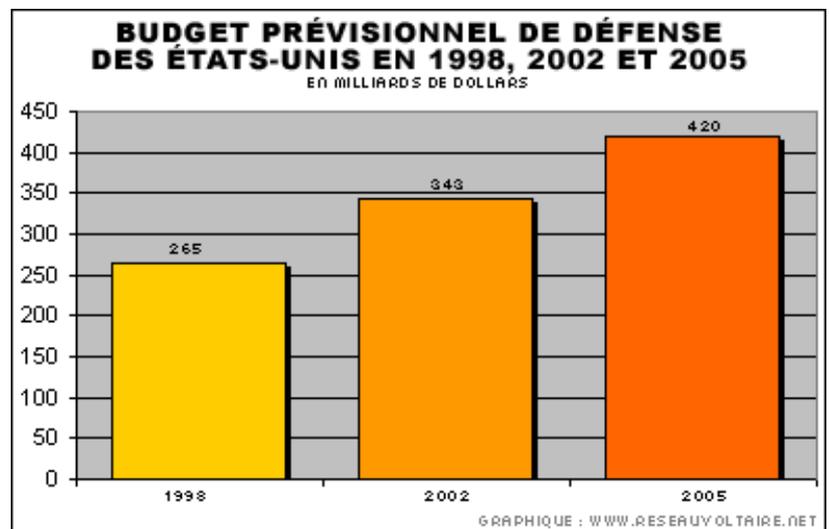
TSAHAL VEUT UN PERMIS DE TIRER

Une partie de l'armée israélienne a ouvert une polémique au sein de l'état-major de Tsahal en demandant l'autorisation de tirer à balles réelles sur les jeteurs de pierres palestiniens. C'est le colonel Noam Tibon, commandant des brigades de Nabal (une unité spéciale chargée de défendre, dans les premiers mois, les kibboutz nouvellement fondés), qui a formulé cette demande auprès du bureau du Procureur général. Celui-ci reste pour l'instant hostile à cette mesure. Jusqu'ici, les soldats ne sont autorisés à tirer sur des civils que si leurs vies sont menacées. Selon le projet du colonel Tibon les soldats viseraient « les jambes » des lanceurs de pierres palestiniens, afin de ne pas les tuer.

Les 337 milliards cachés

Le vrai budget de la défense US

Plus personne ne contrôle le budget militaire des États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Non seulement le Pentagone mène des programmes pharaoniques pour construire à n'importe quel prix des armes à l'utilité douteuse, mais les guerres font exploser les prévisions financières. Sacrifiant tout à la protection face à la « menace terroriste », l'administration Bush ponctionne les budgets civils et militarise tous les secteurs de la société. Plus personne ne semble pouvoir arrêter un phénomène qui, pourtant, ne pourra pas continuer encore bien longtemps. Le budget annoncé pour l'année 2005 est de 420 milliards de dollars. Il atteindra en réalité au minimum 757 milliards.



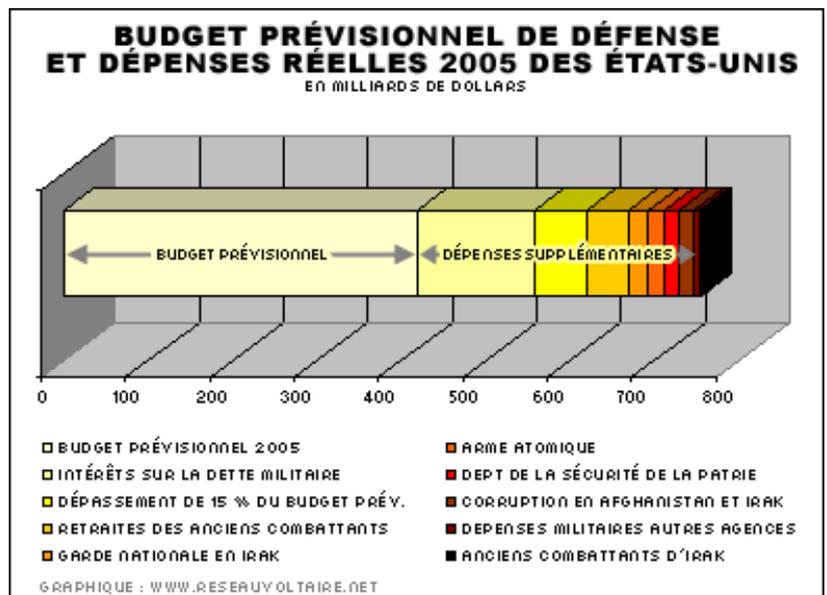
Depuis 1998, les États-Unis d'Amérique ont renoué avec leurs ambitions impériales et relancé leurs dépenses militaires. Cette évolution alarmante est passée hors de contrôle depuis les attentats de septembre 2001. Désormais, rien n'est trop cher lorsqu'il s'agit de défendre le pays face à la « menace terroriste ». L'administration se lance dans des programmes pharaoniques à l'utilité douteuse et aux coûts imprévisibles.

Le budget prévisionnel du seul département de la Défense était de 265 milliards

de dollars pour 1998, il est monté à 343 milliards pour 2002 et atteint 420 milliards pour l'année fiscale 2005.

Dans la folie générale, le Pentagone a perdu tout sens des proportions au regard des coûts financiers et de l'intérêt militaire qu'ils représentent. On se souvient que le bombardier furtif (B-2 Spirit), qui devait coûter 280 millions de dollars, a atteint un coût unitaire démentiel d'environ 5 milliards (si l'on inclut les frais de recherche-développement) et n'a pu être fabriqué qu'en une dizaine d'exemplaires. Il devait transporter des munitions high-tech, dont le coût a lui-même explosé. De sorte qu'en pratique, il ne transporte plus que des bombes moins sophistiquées lesquelles pouvaient être larguées par des avions déjà existants et autrement plus économiques.

- ▶ Le projet V-22 Osprey de Bell-Boeing : un avion qui décolle comme un hélicoptère et vole comme un avion, transportant 24 hommes ou 9 tonnes de matériel pour 105 millions de dollars l'unité.
- ▶ Le Joint Strike Fighter (JSF-F/35) : un chasseur-bombardier, qui devait être produit en grande série pour faire baisser les coûts, et être adopté à la fois par les trois armes et par des alliés (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Norvège). De dépassement en dépassement, son coût prévisionnel est désormais de 81 millions de dollars l'unité. À ce prix, plus personne n'en veut. Les alliés cherchent à se retirer du programme. La production en série sera d'autant plus limitée et le coût unitaire d'autant plus élevé.
- ▶ Le F-22 Raptor : un avion de chasse supersonique pour 258 millions de dollars l'unité.



La mobilisation de la Garde nationale (en principe affectée à la seule défense du territoire) pour les opérations en Irak a provoqué 23 milliards de frais de personnels imprévus.

Les soldats impliqués sur des champs de bataille extérieurs ont droit à des pensions d'anciens combattants et divers avantages sociaux à vie. Pour la seule période 2004-2008, on prévoit une augmentation du budget des anciens combattants de 2,4 milliards dollars.

Cependant, ces chiffres astronomiques ne sont que provisoires.

L'administration Bush ne respecte pas ses propres prévisions. Elle dépense en moyenne 15% de plus qu'elle ne le prévoyait pour ses dépenses militaires. En définitive, le budget réel de 2005 ne devrait donc pas être de 420 milliards de dollars, mais de 483.

Ces chiffres sont encore incomplets. Par un tour de passe-passe bureaucratique, le budget de la bombe atomique n'est pas comptabilisé dans celui du département de la Défense, mais du département de l'Énergie. Il faut ajouter 19 milliards de dollars annuels supplémentaires. Et ceux-ci pourraient croître si Donald Rumsfeld lançait son programme de mini-bombes.

Par ailleurs, dans le contexte de la militarisation du régime, le budget du Pentagone ne représente que les deux tiers des dépenses militaires. De nombreux autres ministères sont ponctionnés pour participer à la « guerre globale contre le terrorisme ».

- ▶ Le retournement des chefs de guerre afghans et la trahison des généraux de Saddam Hussein ont été payés par le département d'État. Dans le budget 2002, les actions de corruption ont représenté 17 milliards de dollars.
- ▶ Les dépenses de personnel sont minorées d'un tiers : en 2002, les anciens combattants ont été rémunérés par le département des Vétérans pour 50 milliards de dollars.
- ▶ Les différentes agences militaires absorbées par le nouveau département de Sécurité de la patrie ont dépensé 17 milliards de dollars en 2002.
- ▶ Diverses autres agences et départements ministériels abritent des lignes militaires pour environ 8 milliards de dollars (estimation 2002).

Enfin, les États-Unis vivant au-dessus de leurs moyens, les budgets étant en dépassement reconductible, le gouvernement fédéral doit payer des intérêts de sa dette militaire : 138 milliards de dollars en 2002. Les dépenses militaires effectives, en 2005, devraient dépasser les 757 milliards de dollars. Pour atteindre cet objectif, l'administration Bush coupe systématiquement toutes les autres dépenses compressibles. Plus personne ne semble être en mesure d'arrêter un phénomène qui, pourtant, ne saurait continuer longtemps. Le Pentagone est au bord de la faillite.



La « guerre au terrorisme » est elle terminée ?

Analyse

La Commission d'enquête indépendante de Lord Hutton a publié mercredi après-midi son rapport sur les circonstances de la mort de David Kelly. Utilisant de vieilles ficelles pour dédouaner le pouvoir, Lord Hutton se lamente sur l'honneur d'un homme livré à des chiens de journalistes. Le président du Parti libéral, Charles Kennedy, avait anticipé cette mascarade. Dans une tribune publiée par *The Independent*, il notait que la commission n'avait pas compétence pour répondre aux questions politiques posées par les assertions erronées du Premier ministre en matière d'armes de destruction massive. Et il annonçait que son parti continuerait à exiger des réponses de Tony Blair au-delà du rapport Hutton.

Timothy Garton Ash, de la Hoover Institution, assure que la guerre globale au terrorisme est finie. Il n'y aura plus d'autres opérations militaires après l'Afghanistan et l'Irak dans la foulée du 11 septembre. Désormais, indique-t-il dans *The Age*, la lutte contre le terrorisme se poursuivra par des moyens pacifiques, ceux de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Finis le sang et les larmes, voici venu le moment de la liberté. Mais à la réflexion, ce point de vue apparemment novateur n'est qu'un habillage de vieux projets. Initialement la guerre globale au terrorisme devait renverser des régimes sans inclure l'invasion de l'Irak, quant aux moyens pacifiques de la NED pour atteindre les mêmes fins, ce sont en définitive les méthodes classiques du coup d'État.

Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, tente de mobiliser les lecteurs

du *Washington Times* pour qu'ils participent eux aussi, à leur échelle, à la lutte pacifique contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Ils devraient pour cela refuser d'investir dans des sociétés commerçant avec les pays de « l'Axe du Mal ».

Claudia Rosett, de la Fondation pour la défense des démocraties, reconnaît bien volontiers dans le *Wall Street Journal* que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive. Mais cela n'avait au fond aucune importance car ce ne sont pas ces armes qui sont dangereuses, mais certains régimes qui les détiennent ou non. Ainsi, l'URSS était dangereuse parce qu'elle était communiste, même si elle n'a pas utilisé ses armes de destruction massive. Il était donc légitime de renverser Saddam Hussein, qui n'avait pas d'armes, mais des valeurs dangereuses.

Le problème objectera-t-on est de savoir si renverser Saddam Hussein en tuant des milliers d'innocentes victimes collatérales n'est pas une valeur dangereuse. Plus sincère, l'amiral Stansfield Turner, qui tenta vainement de nettoyer la CIA lorsqu'il en fut nommé directeur par Jimmy Carter, s'interroge sur la contre-productivité de l'administration Bush dans la lutte contre la prolifération nucléaire. Il observe que les États-Unis n'ont aucune crédibilité quand, s'adressant à des États mal équipés en matériel militaire conventionnel, ils leur demandent de renoncer en plus à la bombe atomique. D'autant que ces mêmes États-Unis disposent de 6 à 7 000 têtes nucléaires quand toutes les autres grandes puissances réunies n'en ont pas 1 500.

Enfin, Uri Avnery analyse dans l'*International Herald Tribune* ce que sont l'antisémitisme et l'antisionisme. Il note que l'antisémitisme est une forme de racisme qui rejette l'autre quoi qu'il fasse, tandis que l'antisionisme est une critique de la politique conduite par l'État d'Israël. À parti de quoi, il observe que loin d'être jumelles, ces deux attitudes peuvent être antagonistes : on peut être antisioniste sans être antisémite, mais on peut aussi être antisémite et sioniste.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« M. Blair nous a mal dirigé et maintenant il passe pour un imbécile »

Source : The Independent

Référence : « Mr Blair misled us - and now he is looking silly », par Charles Kennedy, *The Independent*, 28 janvier 2004.

En octobre dernier, j'ai vu trop de veuves lors de la messe en mémoire des soldats tués en Irak. **Tony Blair**, lui, a gardé ses distances. Il n'y a pas de plus grand test pour juger la direction d'un pays par un homme politique qu'une période de guerre car à ce moment chaque décision touche à la vie ou à la mort de nos soldats, des combattants ennemis ou de civils.

Le Premier ministre a convaincu un Parlement hésitant que Saddam Hussein était une menace immédiate et qu'il possédait des armes de destruction massive. Depuis, 58 de nos soldats sont morts, mais on n'a pas trouvé d'armes de destruction massive. Je crois que l'erreur de jugement du Premier ministre a été désastreuse et, aujourd'hui, 48 % des Britanniques pensent qu'il a menti.

La **Commission Hutton** a pour mission d'éclaircir les conditions de la mort de David Kelly, mais pas de nous éclairer sur les raisons qui ont poussé Blair à nous envoyer en Irak sur la foi de fausses informations. Je ne dirai pas qu'il a menti car je pense que c'est une accusation grave, mais je voudrais savoir ce qui a faussé son jugement et comment il a pu se tromper à ce point. Qu'il l'ait fait sciemment ou non, Blair nous a mal dirigé.

Il faut nommer une nouvelle commission indépendante, qui analysera ce qui s'est passé afin que la confiance dans les institutions soient restaurées, mais je ne pense pas qu'elle aura lieu car les conservateurs ont été les principaux défenseurs de la guerre et que si Blair l'avait voulu, elle serait déjà au travail. Le Parlement ne demandera pas une enquête, mais cela n'empêchera pas mon parti de poser des questions au Parlement.

Timothy Garton Ash



Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est l'auteur de *History of the Present*.

« La guerre au terrorisme est finie »

Source : The Age

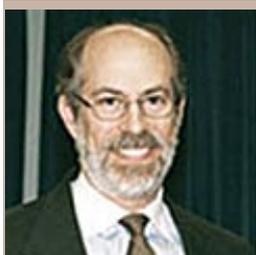
Référence : « The War on Terror is over », par Timothy Garton Ash, *The Age*, 28 janvier 2004.

Malgré les déclarations de Bush lors de son dernier discours sur l'état de l'Union, Washington n'est plus en guerre. Bien sûr, la lutte contre le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive restera une priorité de la politique étrangère et **George W. Bush** se présentera comme le commandant en chef d'une nation en guerre durant la campagne électorale à venir, mais psychologiquement, les États-Unis ne sont plus en guerre. La guerre de cette année sera une guerre électorale et elle se gagnera sur l'économie, l'éducation, la santé et les valeurs familiales tandis que la politique étrangère retrouvera sa traditionnelle deuxième, troisième voire quatrième place dans les préoccupations des états-unis.

Cela n'empêchera pas que le Proche-Orient est toujours dans le chaos et que ce chaos affecte avant tout l'Europe. Pourtant, la guerre au terrorisme, centre de la politique étrangère de l'administration Bush, est terminée. Le 11 septembre a changé notre vision des risques et de la sécurité pour longtemps, mais la guerre est finie et les néo-conservateurs ne dominent plus l'agenda politique.

Je n'ai jamais considéré que le plus grand risque de la politique de l'administration Bush était une sorte de guerre itinérante. Je craignais plutôt que les États-Unis commencent à intervenir puis se retirent sur leur problème intérieur et laissent l'Europe seule pour affronter le désordre du Proche-Orient. Heureusement, ce n'est pas non plus le cas puisque **George W. Bush** a annoncé le doublement du budget de la **National Endowment for Democracy (NED)**. La NED, sans qui Milosevic serait encore au pouvoir, va remplacer les canons et les armées et c'est une bonne nouvelle : la guerre au terrorisme est finie, la campagne pour la liberté au Proche-Orient commence.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think

« Privatiser la contre prolifération »

Source : Washington Times

Référence : « Privatizing counterproliferation », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 28 janvier 2004.

Les derniers développements en Irak, en Corée du Nord et en Libye démontrent qu'il est très difficile de contrôler le développement des armes de destruction massive et que ni les opérations de renseignement, ni les inspections, ni les régimes internationaux de contrôle des armes ne peuvent totalement les

tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

enrayer. Toutefois, le citoyen désireux d'agir contre la prolifération a des moyens d'agir.

L'émission de CBS, *60 Minutes*, a soulevé dans son programme de dimanche que près de 400 entreprises cotées en bourse ont des intérêts dans des pays comme l'Iran, la Syrie ou la Libye et aident donc indirectement à financer le terrorisme. C'est ce qu'a découvert William Thompson, le gestionnaire du fond de pension des travailleurs de la ville de New York suite à la demande des policiers et pompiers de New York que l'argent de leur retraite ne serve pas à financer le terrorisme.

Par ailleurs, sans tenir compte des raisons morales, investir dans ces entreprises est un placement risqué car les révélations de leurs liens avec ces pays pourraient provoquer leur chute boursière. Tous les Américains ayant des actions peuvent faire pression sur les entreprises qui investissent dans ces pays pour que cela cesse.

Claudia Rosett



Ancienne membre du comité éditoriale du *Wall Street Journal*, Claudia Rosett est membre de la Foundation for the Defense of Democracies et de l'Hudson Institute.

« Les armes de distraction massive »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Weapons of Mass Distraction », par Claudia Rosett, *Wall Street Journal*, 28 janvier 2004.

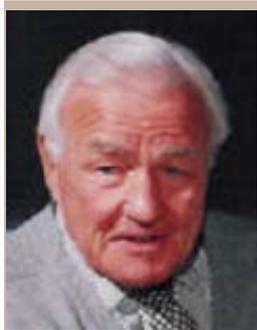
En Irak, les États-Unis et l'ONU avaient des raisons de penser que Saddam Hussein, un homme qui a envahi ses voisins, abrité des terroristes et rivalisé avec Hitler en termes de cruauté, poursuivait un programme d'armes de destruction massive. Selon toute vraisemblance, Saddam Hussein le pensait lui-même alors qu'il n'y avait rien. Dans le même temps, la Corée du Nord a accueilli une délégation non-officielle états-unienne pour lui prouver qu'elle disposait de moyen de dissuasion.

Vu ces deux situations, on pourrait penser que notre fenêtre d'opportunité pour une intervention militaire se situe entre le moment où on dispose des preuves irréfutables qu'un pays cherche à acquérir des armes de destruction massive, mais avant qu'il n'en dispose réellement. Or, c'est exactement la situation dans laquelle se trouve l'Iran, mais personne ne semble prêt à l'arrêter. D'un autre côté, suite à l'arrêt du programme d'armement libyen, les États-Unis sont prêts à normaliser leurs relations avec un pays que Kadhafi a transformé depuis 35 ans en camp de prisonnier. En outre, il ne faut pas oublier que l'attaque la plus meurtrière de l'histoire a été lancée depuis l'Afghanistan, qui ne disposait pas d'armes de destruction massive.

Aujourd'hui, dans le débat public états-unien, la seule bonne raison d'attaquer un pays est sa possession d'armes de destruction massive. Pourtant, si cette question est importante, la capacité de nuisance d'un régime ne se limite pas à cette propriété ou non. L'URSS n'en a jamais utilisé et pourtant, selon le *Livre noir du communisme*, le communisme a fait 100 millions de morts durant les répressions politiques.

L'arsenal compte moins que les valeurs défendues par le régime en place.

Stansfield Turner



L'Amiral retraité Stansfield Turner est ancien directeur de la CIA sous l'administration Carter (1977-1981). Il est professeur à la School of Public Affairs de l'University of Maryland

« Bombes nucléaires : les États-Unis peuvent-ils appliquer ce qu'ils prêchent »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Nukes : Can US practice what it preaches ? », par Stansfield Turner, *Christian Science Monitor*, 28 janvier 2004.

En juin 2002, **George W. Bush** affirma à la nation que la plus grande menace qui pesait sur nous résidait dans la possibilité que des terroristes acquièrent des armes non conventionnelles. Il fallait donc tout faire pour empêcher cela et nous aurions pu commencer par réformer notre propre politique nucléaire. Depuis sa prise de fonction, le président Bush a pris deux mesures dans le domaine nucléaire qui représentent un tournant sensible par rapport aux politiques passées. Il a d'abord signé le traité de Moscou qui prévoit de réduire de façon significative le nombre de têtes nucléaires immédiatement déployables. Toutefois, contrairement aux autres traités sur cette question, il n'est jamais question de destruction d'armes nucléaires car rendre une arme « non-déployable » immédiatement ne veut pas dire qu'on la supprime. Washington va donc sans doute en conserver 6 à 7 000. Le second changement est la demande au Congrès de réaliser des recherches sur les bombes « anti-bunker ».

Ces deux politiques réaffirment implicitement que les États-Unis estiment que les armes nucléaires sont nécessaires à leur sécurité, ce qui va à l'encontre de ce que Washington enseigne aux autres. En effet, comment convaincre un pays qui a une bien moins grande puissance conventionnelle que les États-Unis que lui n'en a pas besoin ? Comment expliquer qu'il est intolérable que l'Irak ou la Corée du Nord aient une bombe alors que nous en avons 7 000 ? Les États-Unis n'ont pas besoin d'autant d'armes car la Russie en a aujourd'hui moins de 1000 et les autres puissances nucléaires ne dépassent pas les 500 ; En outre, les bunkers peuvent très bien être attaqués par des voies conventionnelles. Les États-Unis doivent changer de politiques et s'appuyer sur le traité de Moscou pour placer leurs armes nucléaires rendus non-disponibles sous contrôle international. Cela permettra de demander aux sept autres puissances nucléaires de réduire leur armement et réduira ainsi les risques.

Uri Avnery



Uri Avnery est cofondateur de Gush Shalom, un mouvement demandant un retour aux frontières de 1967 et la partition de Jérusalem. Il a été membre du mouvement Irgun dans les années 40. Il écrit fréquemment pour le journal Ma'ariv.

« Qui est antisémite et qui ne l'est pas ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Who is anti-Semitic, and who is not » par Uri Avnery, *International Herald Tribune*, 28 janvier 2004.

L'antisémite hait le juif parce qu'il est juif quoi que celui-ci dise ou fasse. C'est ainsi que fonctionnent tous les racismes. Peu importe ce qu'est ou fait la personne si elle appartient à la race, à la religion ou au genre abhorré. Toutes les réponses aux questions sur l'antisémitisme découlent de ce simple fait. Partant de là, on peut dire que toutes les critiques contre Israël ne sont pas motivées par l'antisémitisme. Ce n'est le cas que si ces critiques sont énoncées parce qu'Israël est un État juif et pas pour ses actions. Accuser systématiquement toutes les critiques contre Israël d'être guidées par l'antisémitisme est contre productif pour la lutte contre l'antisémitisme. En outre, même si ce n'est pas toujours facile de faire la distinction car beaucoup d'antisémites se présentent ainsi, l'anti-sionisme n'est pas non plus un antisémitisme. À l'inverse, il est possible d'être sioniste et antisémite. Ce fut le cas de certains groupes russes qui soutenaient Herzl pour être débarrassés des juifs et c'est encore le cas aujourd'hui de mouvements fondamentalistes états-unien qui soutiennent Israël mais estiment que quand viendra l'Apocalypse, les juifs devront se convertir au christianisme ou être exterminés. Il a même existé des juifs antisémites, comme Karl Marx ou Otto Weininger. Et Herzl n'a pas non plus toujours été tendre avec les juifs.

Si une personne ou un groupe critiquaient Israël davantage qu'un autre État qui commettrait les mêmes actions, cela ne veut pas forcément dire qu'il est antisémite. En effet, les Russes se comportent en Tchétchénie comme nous le faisons à Naplouse, mais eux ne se présentent pas comme un peuple victime et on attend donc moins d'eux. L'Europe ne devient pas plus antisémite, mais elle est plus critique vis-à-vis d'Israël. De même s'il existe des manifestations antisémites dans le monde arabe, l'antisémitisme n'y a rien à voir avec ce qui a existé dans le monde chrétien des siècles passés.

Nous ne devons pas nier l'antisémitisme, mais nous devons l'interpréter comme Jean-Paul Sartre présentait le racisme : nous sommes tous racistes, mais certains luttent contre cette tendance. Nous devons combattre le raciste qui sommeille en nous.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .